

Evitons le gaspillage

Nous sommes de plus en plus sensibles aux problèmes de traitement des déchets, lié au coût, à la pollution engendrée et à cause de l'impact sur le climat et l'environnement. Dans la tribune précédente j'ai souligné cette sensibilité en insistant sur la production des déchets (proactivité) plutôt que sur le traitement de ces mêmes déchets (aspect curatif). La meilleure méthode pour réduire la production de déchets consiste à éviter de « produire » du gaspillage.

Evaluation de l'utile par rapport au superflu :

Depuis les 30 glorieuses le citoyen recherche un cadre de vie où l'accessibilité à ses désirs et besoins est un dû. C'est le « progrès social » qui donne un sentiment de liberté et de facilité. Heureusement il y a des limites naturelles qui freinent l'accès à l'opulence. La boulimie de « toujours plus » entraîne des effets néfastes et des dommages collatéraux, parfois irréversibles. Le gaspillage et ses conséquences sur l'environnement et le climat sont terribles et surtout pervers car on croit (et veut admettre) que le gaspillage est supportable, voir qu'on peut le maîtriser. N'oublions pas que la nature ne nous donnera que ce qu'elle peut fournir. La maîtrise sera possible si nous savons restreindre nos exigences et si nous ne détériorons pas les capacités de la nature à les fournir.

Nous sommes proches du point de rupture : épuisement de certaines ressources, incapacité d'exploiter des ressources dégradées (polluées) et dérèglement de phénomènes et cycles naturels. Comme pour toute restriction, l'acceptation de mesures contraignantes n'obtient pas l'unanimité et leurs applications exigent d'être autoritaire (aspect politique et social exigeant des sanctions justes et sévères). Je ne crois pas à une prise de conscience de la nécessité des mesures restrictives et à un civisme pour les respecter. Reste à définir les règles pour établir ces restrictions. Elles devront prendre en compte les différents dommages causés à la santé des individus et à l'environnement.

Le gaspillage augmente le prélèvement de ressources pour satisfaire les besoins (y compris primaires). De par sa nature il contribue fortement à la dégradation de l'environnement. En réduisant le gaspillage on diminue les prélèvements sur les ressources disponibles, à besoin constant.

Le gaspillage touche tous les produits, qu'ils soient « utiles » voir indispensables (les denrées alimentaires, les outils ...) ou « superflus » (emballages, gadgets ...). Parmi chaque catégorie, l'aspect « produit alternatif » est à prendre en compte, selon l'impact sur la santé et l'environnement. L'exemple type est l'emballage ; le plastique, plus pratique et moins cher est à mettre en balance avec des matériaux alternatifs (papier). Dans les transports il y a des choix de type de carburant. Si les choix sont reportés chez le consommateur, un clivage social apparaîtra entre ceux qui

peuvent se payer le plus propre et ceux qui devront se contenter de subsister avec le médiocre.

Pour tous les produits « nocifs », les solutions techniques devront être prises d'en haut (décision politique sans oublier l'impact de la mondialisation sur la circulation des biens).

Le gaspillage alimentaire :

Le gaspillage alimentaire est le fait de perdre ou jeter des aliments encore comestibles. Il se produit tout au long de la chaîne d'approvisionnement, du stade de la production agricole, jusqu'à celui de la consommation, en passant par le stockage, la transformation, la distribution et la gestion.

10 millions de tonnes : c'est le poids annuel du gaspillage alimentaire évalué chaque année en France. Depuis 2009, France Nature Environnement se bat contre ce scandale aussi bien éthique qu'environnemental et économique.

Selon une étude de l'ADEME de 2016, 18% de la production alimentaire destinée à la consommation humaine serait gaspillée chaque année. Ce gâchis se répartit comme suit :

- 32% pour la production agricole ;
- 21% pour la transformation ;
- 14% pour la distribution ;
- 14% pour la restauration (collective et commerciale) ;
- 19% pour la consommation à domicile.

Dans les gaspillages alimentaires, il faut distinguer les déchets alimentaires, qui sont constitués du « non-consommable » des produits agricoles (inévitables), des surplus de produits complets non utilisés (abîmés, périmés, surproduction ...). D'après l'ADEME, l'empreinte carbone annuelle du gaspillage alimentaire serait de près de 15,5 millions de tonnes d'équivalent CO2 par an en France (soit 36% des émissions de gaz à effet de serre en France). Sur le plan social, le gaspillage se retrouve dans le prix final du produit (y compris le coût de traitement des déchets de ce gaspillage). Certains consommateurs ont les moyens d'exiger une offre pléthorique, précédé d'un tri qualitatif d'aspect sur les aliments. Cependant tous les consommateurs paieront le surcoût de cette « exigence » ou se passeront de ces produits. Organiser deux chaînes de production, comme pour le bio versus le non-bio, ne ferait qu'augmenter le volume à produire et par conséquent le volume de gaspillage.

Le gaspillage industriel :

Il est du même type que le gaspillage alimentaire. Pour offrir un choix très

large de produits, à fonction équivalente, il y a surproduction et sur-stockage. A ceci s'ajoute l'effet de mode et l'évolution technologique qui limite le temps de stockage et de potentiel de vente. Malgré les campagnes de « déstockage » et les périodes de « soldes », de nombreux produits finissent en déchets.

A titre d'exemple, M6 (émission « Capital ») en janvier 2019 à mené une enquête sur des pratiques de gaspillage d'Amazon. Selon l'enquête, 97 % des produits neufs détruits proviennent de la plateforme « Market Place » d'Amazon et en particulier des vendeurs tiers qui proposent leurs produits sur Amazon et qui les stockent dans les entrepôts du géant américain. Les contrats prévoient des frais de plus en plus importants au fil des mois pour stocker leurs marchandises. En cas d'invendus, Amazon permet aux vendeurs soit de leur renvoyer les biens, soit de les détruire. Pour les vendeurs qui se trouvent à l'autre bout du monde, en Asie par exemple, la destruction des biens est bien plus économique. Amazon détruirait ainsi chaque année en France 3 millions de produits neufs.

En plus d'une surproduction qui se traduit par des destructions de produits, il y a deux autres facteurs de production de surplus, donc de gaspillage :

- l'obsolescence programmée : le fabricant détermine une durée de vie arbitraire pour son produit. La limite peut être une date ou un compteur d'utilisation du produit (nombre de copies d'une imprimante par exemple). A l'échéance l'appareil est déclaré en panne et souvent n'est pas réparable à coût compétitif par rapport à du neuf. Ceci s'applique pour des produits de relative faible valeur de remplacement par rapport à un coût de réparation.
- L'obsolescence logicielle et technologique : la configuration d'un appareil ne supporte plus les évolutions technologiques. Ceci est valable pour les appareils non évolutifs ou la configuration ne peut être mise à jour (upgrade).

Pour ces 2 cas, le recyclage ou le réemploi (vente d'occasion) n'est pas possible, du moins n'est pas rentable.

Le dernier aspect sur les produits industriels est le « packaging ». Ici je ne parle pas simplement d'un emballage comme pour les produits alimentaires mais un conditionnement à caractère commercial. Le but est de surdimensionner l'emballage des petits produits (cas typique des clés USB), pour y mettre de l'information commerciale. Le but est de mettre en évidence SON produit parmi les nombreux produits identiques d'autres marques sur la gondole du magasin. Cerise sur le gâteau, un sous-emballage protège le produit lui-même. Ces ajouts sont purement superflus et n'ajoutent rien à l'utilité du produit.

Le gaspillage de l'énergie :

25% de l'énergie que nous consommons relève du gaspillage. L'ONG NégaWatt soutient que lutter contre la surconsommation d'énergie est crucial, et est

négligé pour freiner le réchauffement. La commercialisation de l'énergie apporte de gros bénéfices aux acteurs de la chaîne de la production jusqu'au distributeur final, sans oublier l'état qui perçoit de fortes taxes (TVA et autres). Le gaspillage lui-même est payé par le consommateur. (pour l'électricité la fin des tarifs déréglementés ne devrait avoir qu'un impact limité sur le gaspillage). Le consommateur cherche la facilité, proteste quand le coût de l'énergie augmente et n'est pas suffisamment sensibilisé aux économies d'énergie. Des aides sont proposées pour faire des économies sur l'isolation ou la voiture électrique mais elles sont insuffisantes ou mal attribuées.

Au niveau de la production, pour l'électricité, le fait de ne pouvoir la stocker diminue le rendement de la production photovoltaïque et éolien, donc la rentabilité des équipements. Pour faire face aux pics de consommation, il faudrait surdimensionner les équipements de production aléatoire et non flexible dans le mode démarrage et arrêt.

Pour les carburants, les torchères libèrent une part de l'énergie et le coût du transport consomme lui-même de l'énergie. Le plan de transition énergétique, tablant sur des progrès technologiques, devrait réduire le gaspillage à condition que le consommateur se montre plus sobre dans l'utilisation des moyens de transport (réduction des déplacements, covoiturage, vélos...)

La sobriété solution de l' « anti-gaspi » :

L'association ZW (ZeroWaste France) propose un MOOC sur une démarche anti-gaspi /

« Pour réduire le gaspillage, une démarche s'impose, celle des **5Rs : Refuser, Réduire, Réemployer, Recycler et Redonner à la terre.** ».

- Refuser : il est difficile au niveau du consommateur de refuser des produits parce qu'ils génèrent du gaspillage sans avoir un produit de remplacement plus vertueux. Le refus doit venir du législateur par une interdiction progressive de certains produits ne répondant pas à certaines normes. Ceci est possible sur des produits génériques. Des produits comme, par exemple, un type de pâte alimentaire devraient être normalisés quant à leur composition, sans spécifier l'emballage. Son prix d'achat chez le fournisseur pourrait être réglementé (certains produits le sont déjà). Le distributeur ne pourrait faire que des achats en vrac et les reconditionner dans quelques volumes dans un emballage neutre avec uniquement le nom du produit, les dates limites de consommation et sa composition. Ceci réduirait considérablement le stockage au niveau de la distribution, donc un éventuel gaspillage. Ceci ne s'appliquerait qu'à des génériques mais il sont nombreux dans les produits transformés où les différenciateurs sont uniquement des conservateurs et la marque du transformateur.
- Réemployer : Le problème de standardisation limite la réparation et par la suite le réemploi. L'informatique a beaucoup progressé sur une standardisation des composants du hardware et sur une compatibilité des logiciels avec possibilité de mise à jour (upgrade). Par contre sur les

autres produits non alimentaires, la standardisation n'est pas de mise et rend le réemploi quasiment impossible. Seuls les appareils en bon fonctionnement peuvent être revendus d'occasion (difficile car le doute subsiste sur le bon fonctionnement).

- Recycler : ce sont les composants ou matériaux qui peuvent être recyclés. Le point faible reste le tri au niveau des points de récupération des appareils (capacité à trier des composants parfois toxiques).
- Redonner à la terre : Le compostage est une bonne solution anti-gaspi. La récupération au niveau domestique reste embryonnaire si le compostage ne peut être fait sur place.

Néanmoins la sobriété reste le meilleur atout contre le gaspillage (on ne gaspillera jamais ce que l'on ne produit pas).

Conclusion :

La première recommandation pour éviter le gaspillage est la sobriété. Moins on consomme de ressources moins on en gaspille. La limitation des actions de sobriété apparaît sur les commodités indispensables pour lesquelles il y a des choix technologiques. A titre d'exemple, regardons l'intérêt des bouteilles plastiques vis à vis des bouteilles en verre. La fabrication des bouteilles en verre est très énergivore, donc polluante et fortement émettrice de gaz à effet de serre. Par contre le verre est recyclable avec une consommation moindre. Le plastique (recyclable) est un sous produit d'une autre fabrication sans ajouter une forte consommation d'énergie. Son problème réside dans le fait qu'il n'est pas biodégradable et est nocif pour la santé après quelques réutilisations (après lavage). Le recyclage n'est pas efficace actuellement, ce qui oblige, pour la préservation de la santé du vivant, de restreindre son usage. La santé étant plus importante que le dérèglement climatique, le principe de précaution donne un avantage au verre ... et si le tri et recyclage du plastique était presque parfait, qu'en serait-il ?

L'autre recommandation porte sur une modification de la chaîne de distribution, en privilégiant les circuits courts, le recyclage et la réutilisation en abandonnant l'obsolescence programmée et une standardisation des produits les rendant facilement réparables (pièces de rechange standards pour toutes les marques et communes à plusieurs produits). Ceci sans oublier la réduction de la part inutile des emballages. Ceci implique un changement de comportement des producteurs et transformateurs ... la pression des consommateurs peut influencer les décideurs politiques pour agir dans ce sens.

Rédacteur : Francis MISSE francis.misse@cegetel.net

Tout commentaire est le bienvenu sur ma messagerie.